

2 Politique

Visite du chef de l'Etat dans le Haut-Ogooué

Nous appelons à votre candidature

Jonas OSSOMBEY
Franceville/Gabon

LES populations du Haut-Ogooué, tout en lui réitérant leur adhésion à sa politique de développement, ont invité Ali Bongo Ondimba à se porter candidat à l'élection présidentielle d'août prochain. Occasion pour les jeunes, les cadres et les notables, au cours de l'audience collective, de rejeter le débat sur la filiation du président de la République. «Vous êtes bel et bien un fils de cette province», ont-elles déclaré par la voix de Jean-Pierre Oyiba, actuel ministre d'Etat, ministre des Infrastructures et des Travaux publics, lui-même originaire de cette contrée.

AU deuxième jour de sa visite dans sa province d'origine, le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, a rencontré, hier, les jeunes, cadres et notables, au cours d'une audience collective. Dans une salle des fêtes du gouvernorat qui a, une fois de plus, refusé du monde, les uns et les autres sont venus lui témoigner son soutien, et lui ont demandé d'être candidat lors de la présidentielle à venir. Tout comme, ils ont tous dénoncé la sordide campagne de dénigrement de certains opposants sur sa filiation. Une rencontre qui coïncidait avec la célébration du jour de naissance de ce dernier.

«Vous êtes bel et bien un fils de cette province. Nous attendons qu'ils viennent poser ce débat ici, dans le Haut-Ogooué», a déclaré, dans un discours improvisé, le ministre des Infrastructures, Jean-Pierre Oyiba. Un ton incisif qui a été repris par le représentant des jeunes, Jacques Igor Ontsiriga. Pour lui, les populations alto-govéennes ne sauraient se laisser distraire par les discours de certains compatriotes, les opposants notamment. S'étonnant de ce que «des brebis égarées osent



Le numéro un gabonais prenant un bain de foule à son arrivée à la résidence du gouverneur.



Le président Ali Bongo Ondimba attentif aux propos de ses interlocuteurs.



Le ministre d'Etat, Jean-Pierre Oyiba, lors de son intervention.



Une vue des notables présents à l'audience.

encore douter» d'une politique qui porte des initiatives telles que Graine, la construction des routes et ponts sur l'ensemble du territoire national. En ce sens, «si papa Myboto, ex-ministre des Travaux publics avait travaillé la route, Ya Ali serait entrain de faire autre chose», a-t-il lâché. «Comment Ping qui a laissé Omboue dans le sous-développement pense pouvoir construire le Gabon de demain ?», s'est-il interrogé. Il s'est également dit prêt à défendre devant quiconque le bilan de l'actuel président de la République. Avant de fustiger le silence, qu'il a jugé coupable, des dignitaires de ladite province qui, à l'en croire, ne défendent pas assez ou pas du tout leur «frère». Le représen-

tant des jeunes a lui aussi formulé la même critique à l'encontre des siens : «nous sommes aussi coupables de mutisme et de l'inactivisme face aux élucubrations de certains parmi nous». Alice Bikissa Nembeta, au nom des femmes, appelé à l'unité des habitants de cette province afin de «barrer la route à l'impopulaire», incarnée par une catégorie d'opposants. Avant de marteler : «Vous êtes notre fils, le fruit de nos entrailles». Dans le même élan, Désiré Lassegue, au compte des cadres alto-govéens, s'est dit attaché à «la réalité du programme Graine». Le soutien et l'appel à la candidature pour le scrutin présidentiel n'étaient pas en reste. «Nous sommes prêts à vous sui-

vre. Le Haut-Ogooué est debout, derrière vous», a-t-il poursuivi. Les notables, quant à eux, venus, à travers une motion de soutien lue par Jules Nkami, ont invité leur «fils à se porter candidat à l'élection présidentielle pour poursuivre l'œuvre entamée en 2009». A l'instar des autres intervenants, il a indiqué que la campagne sur la filiation d'Ali Bongo Ondimba est «sans objet, au regard de son appartenance, sans contestation, à cette province». En réponse, tout en les remerciant, avec une pointe d'humour, du chant entonné pour son anniversaire, et surtout du soutien manifeste des populations, Ali Bongo Ondimba a, comme la veille, relevé le caractère ridicule des attaques

sur sa filiation. Il a évoqué l'ingratitude de certains. Soulignant qu'il faut se préparer à ce que d'autres quittent le PDG par égoïsme. «Ne vous étonnez pas s'ils partent. Ils ne parlent qu'en termes de "Je". C'est le drame de notre pays», a expliqué le chef de l'Exécutif. Affirmant que Graine, c'est pour tout le monde, Ali Bongo a mis en avant le fait que «le travailler ensemble commence par les provinces. Il faut être unis pour faire avancer le pays». Consolider la paix et prôner le partage passent nécessairement, à l'entendre, par le choix des priorités devant permettre le développement du Gabon. Ensuite, il a indiqué que ses racines sont profondément ancrées dans le Haut-Ogooué.

Même s'il a précisé qu'il n'y a pas de province au-dessus d'une autre. Non sans ajouter que les problèmes sont partout les mêmes. D'où l'appel à s'investir et à travailler plus. «J'ai besoin que vous soyez forts», s'est-il exprimé. «Je vous répondrai plus tard par rapport à vos motions», a répondu le chef de l'Etat au sujet de l'invitation à se présenter à l'élection présidentielle. «Je suis en train de réfléchir», a-t-il conclu. Plus tard, un déjeuner anniversaire a été organisé au palais de la présidence de la République de Franceville auquel étaient conviées diverses personnalités. Ali et Sylvia Bongo Ondimba ont quitté la province du Haut-Ogooué hier en fin d'après-midi.

Tribune des Partis politiques

Hantise !

VENDREDI dernier, au siège du Congrès pour la démocratie et la justice (CDJ) sis à Petit-Paris, les partis politiques signataires de la «Déclaration du 23 mars 2015» se réunissaient en vue d'examiner, entre autres sujets, la situation politique nationale.

A cette occasion, David Mbadinda (leader de l'Union du peuple gabonais-loyalistes et président en exercice de l'Union des forces pour l'alternance (UFA) et ses pairs d'autres partis politiques constitutifs de ce bloc politique, notamment Jules Aristide Bourdès Ogouliguende, Louis-Gaston Mayila, Victor-Alain Eya Mvey... réitéraient, au chef de l'Etat, leur invite pour l'organisation d'un «Dialogue national inclusif et sans tabou». Avant toute élection.

Cette nouvelle demande vient en sus de celle formulée le 23 mars 2015. Dans laquelle Ogouliguende, Mayila et compagnie appelaient au rassemblement de toutes les forces vives de la nation, en vue, disaient-ils, de rechercher des solutions multiformes à même d'aider le Gabon à trouver une issue favorable à (sa) crise politique qui perdure. Pourtant, près d'un an après, cette démarche n'a toujours pas reçu un écho favorable.

Au mois de janvier écoulé, d'abord pendant la présentation des vœux au couple présidentiel, puis lors de son assemblée plénière ordinaire l'épiscopat gabonais s'inscrivait dans la veine. Appelant les dirigeants du pays à organiser cette grand-messe politique dont le mérite s'accorde sur la probabilité qu'il pourrait «dégeler» le climat délétaire actuel.

Cadre d'expressions et d'échanges plus larges pour notre jeune démocratie, le Conseil national de la démocratie (CND), dont la réhabilitation longtemps souhaitée par l'ensemble de la classe politique a connu son point d'orgue avec la mise en place de son bureau (président, vice-président et questeur) élu, le 26 février 2015, a aussi émis lors de son assemblée ordinaire, la recommandation de voir ce dialogue national se tenir. Et que soit constituée en amont, une commission ad hoc qui serait chargée de le préparer.

A quelques mois du scrutin présidentiel, les partisans de cette vision s'en indignent. Entendu que jusqu'à présent, aucune suite favorable n'a été donnée à cette demande. Qu'à cela ne tienne, le groupe du «23 mars» continue, curieusement, de s'arc-bouter sur cette

éventualité. Comme si sa survie en dépendait. Une attitude que de nombreux observateurs du marigot politique national jugent réhébitoratoire. Entendu que, sauf cas de force majeure, 2016 est considérée légalement comme une année électorale qui accueillera les scrutins présidentiel et législatifs.

La preuve, ceux des politiques ou des partis qui veulent aller loin ménagent désormais leur monture en multipliant des descentes sur le terrain, dans l'arrière-pays, pour tenter de séduire un électoral qui les connaît tous parfaitement. Avec leurs forces et leurs limites. Du coup, en adoptant cette attitude contraire, au moment où les autres formations de l'arène politique nationale affûtent leurs armes, cette nouvelle demande nourrit bien des interrogations au sein d'une opinion plurielle qui est loin d'être dupe.

Pour peu que cette démarche, à rebours de celle d'autres leaders de l'opposition et de la majorité, n'ait laissé entrevoir que les opposants ne surfent pas sur la même vague. Puisque, contrairement à ceux du Front de l'opposition pour l'alternance (Fopa), et dans une moindre mesure Pierre-Claver Maganga

Moussavou, le gros des opposants plaide pour un report qui ne se justifierait pas outre mesure.

D'où les soupçons, à tort ou à raison, de collusion qui sont désormais portés à leur endroit. Nombre d'initiés voyant dans cette hantise du dialogue, une manière subliminale de tendre la main. De chercher l'aumône.

Puisque, selon leurs contempteurs : «ces manies resurgissent toujours à l'approche de chaque élection présidentielle. Les principaux promoteurs étant des hommes et des femmes politiques qui ont perdu tout espoir parce qu'ils sont convaincus de leurs limites (...) Qui ne pensent qu'à semer la zizanie, à vendre leur âme et conscience contre l'argent ou des promesses généralement non tenues».

Au vu de leurs échanges discourtois, il y a lieu de croire, sauf à s'y méprendre, que le ver est désormais dans le fruit de l'opposition. Leurs positions tranchées résultant tout bonnement des calculs. Pour une certaine survie politique. Dès lors, comme l'écrivait Alfred de Musset : «Qu'importe le flacon, pourvu qu'on ait l'ivresse».